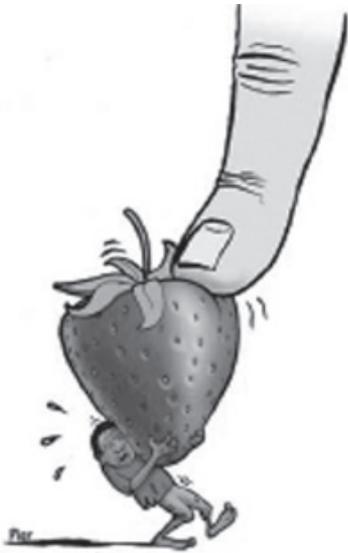


CYCLE DE CONFÉRENCES DANS LES SECTIONS

# En luttés contre la prolétarisation du secteur agricole

Silvia Pérez Vitoria, socio-économiste et documentariste était en tournée en Suisse à la demande d'Uniterre. Grande connaisseuse des mouvements paysans elle a, lors de 4 soirées, abordé des thèmes tels que les résistances paysannes face à la mondialisation, l'agroécologie ou la dimension migration et travailleurs agricoles. Cet article est un reflet d'une conférence organisée sur ce dernier sujet en compagnie de Philippe Sauvin, syndicaliste à «l'autre syndicat».



Silvia Pérez aborde la soirée en nous présentant le cercle vicieux enclenché par l'industrialisation de l'agriculture qui a comme principales victimes les êtres humains. Cette industrialisation engrange ses profits sur des précaires et provoque la destruction voire la destruction du monde paysan. Certaines régions européennes ont profité de l'ouverture de l'Union aux Pays de l'Est pour «s'approvisionner» en main d'œuvre. Attirés par les «sirènes de la modernisation», ces pays ont pratiqué le désinvestissement agricole. Un pays moderne est un pays qui a peu de paysans, environ 5%. Si vous en avez 10% vous êtes plus que suspect et si vous en avez 30% vous êtes carrément sous-développé au regard des économistes...

## De petits paysans à ouvrières

Pour illustrer l'exploitation humaine au sein de l'Europe, la production de fraises en Andalousie est exemplaire. Plus de 50-80'000 personnes dont de très nombreuses femmes sont engagées pour la récolte des fraises qui s'étend de février à mars sur les 6 à 7'000 hectares de tunnels que compte la région. Elles sont engagées dans leurs pays d'origine avec des «contrats à la source» dont elles ne connaissent que rarement toutes les subtilités. Les employeurs choisissent des femmes car celles-ci sont, selon eux, plus habiles et sont pour la plupart du temps des mères. Ainsi, elles ne risquent pas de rester en Espagne et rentreront, à la fin de la saison, dans leurs campagnes. Ces femmes espèrent économiser un peu d'argent pour maintenir leur ferme en Roumanie ou en Pologne. Malheureusement, la situation en Andalousie ne ressemble rarement à ce qui leur a été annoncé.

Le travail n'est pas garanti car elles sont engagées en surnombre et chaque jour chômé n'est pas payé. Elles sont «parquées» dans des logements loin de la ville et coupées ainsi de tous liens sociaux. Elles ne sont pas informées de leurs droits et la présence syndicale est quasi inexistante, ce qui fait qu'elles sont sous l'emprise de leurs employeurs. Leurs enfants sont des victimes directes de cette situation puisque l'absence de la mère favorise la destruction du noyau familial. Le père est quelque fois aussi amené à migrer. Ainsi, les enfants livrés à eux-mêmes ou presque, sont des bombes à retardement sociales pour leur pays. Pendant deux ou trois saisons, ces femmes essaient ainsi de sauver leur ferme; bien rarement avec succès. De retour, les mères, les pères, sont forcés de vendre leurs lopins de terre et deviennent employés de paysans français qui ont racheté les terres «bon marché» de l'Est... quelque fois après avoir perdu leur propre ferme suite à la concurrence des fraises espagnoles sur leur propre marché...

## Pour l'or rouge, tout est permis

Selon Philippe Sauvin, ces personnes qui sont transbahutées d'une partie à l'autre de l'Europe, précarisées, exploitées, ne suffisent pas toujours à réduire les coûts de production. Les employeurs se tournent alors vers l'autre rive de la Méditerranée, notamment le Maroc. Les recruteurs profitent alors de ce que l'Europe dénomme habilement «Partenariats pour la mobilité». Ce concept a pour objectif d'allier migration et aspects sécuritaires. Ces partenariats concerneraient les pays tiers déterminés à collaborer avec l'UE dans le domaine de la gestion des flux migratoires, en particulier en matière de lutte contre l'immigration clandestine. Ainsi, les employeurs sont aussi en mesure de mettre en concurrence les ouvrières de l'Est, d'Amérique latine ou du Maghreb selon la devise «diviser pour régner». Le système importe des femmes pour exporter des fraises...

Nombreux sont les investisseurs qui ont déjà compris que l'Andalousie ne pourra continuer longtemps à ce rythme et c'est pourquoi ils construisent déjà serres et tunnels au Maroc. La main d'œuvre y est payée 5 euros par jour alors qu'en Espagne, la convention collective fixe 38 euros par jour (bien que dans les faits, les sans papiers employés en Andalousie sont souvent payés autour de 15 à 20 euros par jour). Les nouveaux concurrents marocains

des Andalous provoquent la colère de ces derniers... en fait de Marocains, ce sont souvent des entreprises espagnoles implantées au Maroc et qui sont pour la plupart originaires des provinces... d'Andalousie, comme Malaga, Almeria et Huelva. Elles produisent 50% de la fraise exportée vers l'Europe avec un système hyper industrialisé qui pompe allègrement dans la nappe phréatique privant d'eau les petits paysans marocains qui périclitent et deviennent alors travailleurs agricoles.

## Que font les politiques?

Silvia Pérez Vitoria et Philippe Sauvin dénoncent l'inaction des politiques qui ne sont même pas en mesure de faire respecter des conventions collectives signées. Un récent rapport de la FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme) condamne vertement la situation des femmes employées à la récolte des fraises comme plus généralement celle des ouvrières de ces régions pratiquant une agriculture hautement industrialisée. En Europe, témoigne Silvia Pérez Vitoria, il nous est rétorqué que ces situations sont fort complexes et touchent à la politique agricole commune, à la politique migratoire et à celle du social. Du coup, chacun se renvoie la patate chaude et personne n'agit, trop inquiet que des parts de marché soient perdues. En Suisse, constate Philippe Sauvin, les politiques préfèrent les démarches volontaires à un cadre légal. Ils proposent ainsi dans la nouvelle politique agricole 2014-17, un label «durable» pour celles et ceux qui se comportent «bien dans les normes». Quant aux autres, circulez y a rien à voir...

## Résistances en marche

Que faire ainsi face à la loi du profit de certains et à l'inaction des politiques? Silvia Pérez Vitoria salue le travail effectué au sein de La Via Campesina sur le dossier travailleurs agricoles et migrations. C'est le premier mouvement international qui regroupe en son sein des paysan-ne-s comme des travailleuses agricoles. Le débat y est vif, mais au moins les acteurs se parlent et cherchent des solutions en commun sachant que c'est la seule option pour résister à ceux qui cherchent à opprimer et prolétariser les paysans comme les ouvriers. Ils forment des délégations communes et se rendent en Calabre, en Andalousie, en Roumanie pour témoigner. Elle a confiance sur le moyen et long terme dans la capacité de

résistance d'un monde paysan organisé. Elle estime enfin que c'est en soutenant l'agriculture paysanne face aux dérives de l'agro-industrie qu'il sera possible de rompre ce cycle vicieux de l'exploitation. Elle affirme qu'agriculture industrielle et paysanne ne peuvent cohabiter car la première phagocyte la seconde. Il s'agit ainsi d'un choix de société que nous devons faire; au plus vite.

Philippe Sauvin esquisse quelques pistes: les paysans doivent être capables de relever la tête et lever le poing pour dire STOP au fait que les produits agricoles ne sont pas payés à leur juste valeur et engendrent ainsi la sous-enchère sociale. Quant aux ouvriers agricoles, ils n'ont pas encore fait leur propre révolution pour se faire reconnaître par leurs partenaires sociaux et l'administration. Leur manque d'organisation et leur faible taux de syndicalisation -dû en partie à des emplois de courte durée et à une méfiance du «syndicaliste» venant de l'extérieur- n'aident pas à une défense de leurs droits. Il estime que chaque travailleur agricole ayant un emploi devrait obtenir une régularisation de son statut afin de mettre un terme à cet esclavage.

Enfin, l'information au citoyen, au consommateur, est essentielle. C'est pourquoi il rappelle les actions annuelles qui ont lieu à l'aube du printemps pour dénoncer les importations de fraises produites dans des conditions sociales et environnementales scandaleuses. L'an passé, des groupes dans 20 villes de Suisse avaient participé. La prochaine action aura lieu le 23 et 24 mars 2012. Les intéressés qui souhaitent préparer quelque chose peuvent contacter Uniterre.

Valentina Hemmeler Maïga

**Metrabol**  
Bolus après-velage  
Nettoyage et tonus

**Taritral**  
TARIR avec la nature  
sans antibiotique

**Parabol**  
En cas de cellules  
somatiques hautes

LGC SA

ONLINE SHOP 1627 Vaulruz  
www.lgc-sa.ch 026 913 79 84